

IPSO

International and European Public
Services Organisation (organisation
internationale et européenne des
services publics)
Heinrich-Bingemer-Weg 15
60388 Francfort-sur-le-Main

Chancellerie fédérale
Chancelière fédérale
Angela Merkel
Ministre de la Justice
Heiko Maas
Willy-Brandt-Straße 1
10557 Berlin

Le 27 février 2017

Droits des travailleurs et des représentants des travailleurs auprès de l'Office européen des Brevet (OEB)

Madame la Chancelière, Monsieur le Ministre fédéral,

En qualité de représentants de l' "International and European Public Services Organisation" (IPSO), le syndicat reconnu par la Banque centrale européenne (BCE) pour les travailleurs de la BCE, nous nous adressons à vous pour vous faire part de notre très grande préoccupation concernant les événements intervenus auprès de l'OEB, plus précisément concernant son antenne de Munich et sa direction.

L'OEB, dont la tâche clé consiste à garantir les droits de brevets, ne semble plus être en mesure d'observer et de respecter le droit en vigueur de ses travailleurs et de leurs représentants légitimes.

Quantité d'articles ont été publiés dans divers médias ; outre un [reportage \(http://www.br.de/br-fernsehen/sendungen/kontrovers/traumjob-albtraum-arbeit-belastung-story-100.html\)](http://www.br.de/br-fernsehen/sendungen/kontrovers/traumjob-albtraum-arbeit-belastung-story-100.html) diffusé sur la chaîne de télévision bavaroise (BR) en date du 21 mars 2016, on peut également lire différents articles dans la presse nationale et internationale (SZ, FAZ, die Welt, Le Monde, Mediapart, Libération, De Volkskrant, NRC, El Mundo etc.) ainsi que d'innombrables publications dans des blogs spécialisés dans les droits d'auteurs (**par ex.** IPkat, Juve, WIPR, 1AM). D'éminents juristes, par ex. le Prof. Dr. Siegfried Bross, ont résolument incité l'OEB à revoir sa position.

Jamais auparavant, la direction de l'OEB n'avait été exposée à une telle vague de critiques publiques que sous son président actuel, monsieur Benoît Battistelli. La réputation de l'Office et également celle des pays qui l'accueillent est ainsi compromise.

Une bonne vue d'ensemble de l'ambiance de travail qui se dégrade a été publiée par [Politico \(http://www.politico.eu/article/labor-relations-turn-toxic-in-the-european-patent-office/\)](http://www.politico.eu/article/labor-relations-turn-toxic-in-the-european-patent-office/) **en août 2015**. Depuis lors, la situation n'a cependant fait que se détériorer. Ainsi, en janvier 2016, monsieur Battistelli a-t-il licencié deux représentants syndicaux et des représentants élus du personnel à Munich. Un troisième a été remercié à La Haye le 4 novembre 2016. Dans les trois cas, on peut assurément parler de "chasse aux sorcières" et de procès kafkaïens et les principes légaux fondamentaux en matière de protection de représentants des travailleurs sont foulés au pied.

Aujourd'hui, deux autres représentants syndicaux et représentants des travailleurs sont dans le collimateur.

Dans le but de les rétrograder, en mars 2016, le Conseil d'Administration de l'OEB a voté une résolution (CA/26/16) qui priait monsieur Battistelli de revoir les règles existantes dans le but de les remplacer et de présenter dispositions et arrangements équitables. Jusque là, comme l'avait demandé le Conseil à monsieur Battistelli, d'autres investigations et procédures disciplinaires à l'encontre de représentants des travailleurs et des représentants syndicaux ne pourraient plus être ouvertes et exécutées - une requête que monsieur Battistelli a cependant parfaitement ignorée.

Depuis des décennies, l'Allemagne est, grâce à son modèle social qui fonctionne, considérée comme un exemple dans le monde entier, un modèle essentiellement fondé sur le dialogue et la négociation et qui s'oppose aux conflits et rapports de forces omniprésents. Dans cette optique, nous exhortons l'Allemagne, en tant qu'important État membre de l'UE et que pays d'accueil de l'OEB, face à la plus grave crise qu'a connue l'OEB depuis sa création, de prendre clairement position en faveur de la défense des droits fondamentaux des travailleurs et de leurs représentants.

Malheureusement, comme il nous a été dit, il semble que le représentant de l'Allemagne au sein du Conseil d'Administration de l'OEB se soit non seulement montré passif, mais qu'il ait également soutenu certaines initiatives de monsieur Battistelli à diverses reprises en lui octroyant d'autres pouvoirs alors même que les règles en place ont déjà débouché sur de considérables abus commis par monsieur Battistelli.

Nous sommes unanimes : un style de direction basé sur la crainte, l'isolation et les représailles n'a pas sa place dans une société démocratique et pas davantage au sein d'une institution européenne et internationale comme l'OEB. Dès lors, il est d'autant plus important que les procédures autoritaires, voire autocratiques, que nous connaissons actuellement auprès de l'OEB et du côté de monsieur Battistelli de deviennent pas un exemple négatif pour d'autres organisations européennes et internationales, organisations auprès desquelles, en raison de leur indépendance fonctionnelle, il est souvent difficile pour les travailleurs et leurs représentants d'obtenir justice et d'intenter une action devant le tribunal.

Le mandat de monsieur Battistelli en qualité de président de l'OEB dure encore jusqu'au 30 juin 2018, à condition qu'un successeur ait été trouvé d'ici là. Nous craignons que monsieur Battistelli ne fasse l'impossible, par le biais de manoeuvres de politique politicienne, pour arriver à une prolongation de son mandat. L'Europe, justement au vu de la situation politique actuelle, ne peut pas se permettre pareil scénario. Dès lors, nous ne pouvons pas attendre patiemment que monsieur Battistelli cède volontairement la place.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous informer des mesures que l'Allemagne a prises et prendra afin de rétablir l'ordre juridique, y compris le respect des droits des travailleurs et de leurs représentants auprès de l'OEB, une organisation européenne et internationale dont la République fédérale d'Allemagne est non seulement un membre important mais également un pays hôte.

Sincères salutations,

Johannes Priesemann

Carlos Bewies

Jörn Paulini

International and European Public Services Organisation

cc: USF, USOEB